

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• URSS

Le capitalisme restauré

L'URSS de Brejnev a beau se réclamer du socialisme à cors et à cris, elle n'est pas moins un pays impérialiste. Avec cependant

les traits spécifiques qui résultent de la restauration du capitalisme dans un grand pays naguère socialiste.

Le monopole, dont Lénine disait qu'il est la base principale de l'impérialisme, caractérise l'URSS d'aujourd'hui. Ses rapports avec les autres États le démontrent de façon éclatante.

Au sein du Comecon, par exemple, l'URSS pratique une « propriété commune » et une « intégration économique » qui camouflent mal une colonisation pure et simple. Pour elle, commerce et « échanges culturels » ne sont que des canaux d'infiltration, « aides et crédits », synonymes d'exportation de capitaux, « traités d'amitié » moyen de contrôle et d'intervention dans les affaires intérieures des autres.

Ainsi l'organisation du Pacte de Varsovie lui sert à la fois d'infrastructure militaire pour son entreprise d'intégration économique et d'instrument d'agression pour l'extension de sa sphère d'influence.

L'URSS de Brejnev est arrivée en retard au banquet impérialiste. C'est pourquoi elle s'efforce aujourd'hui de mettre les bouchées doubles dans son entreprise de conquête du monde.

Elle a commencé par croquer les « pays frères » qu'elle domine. C'est pour elle tout bénéfique. Le contrôle politique, l'occupation militaire, l'annexion économique des pays de l'Est lui assurent une chasse gardée dont est complètement exclu tout autre capital monopolisateur international.

(suite page 2)

• Le Pellerin

Les 5 otages en appel à Rennes

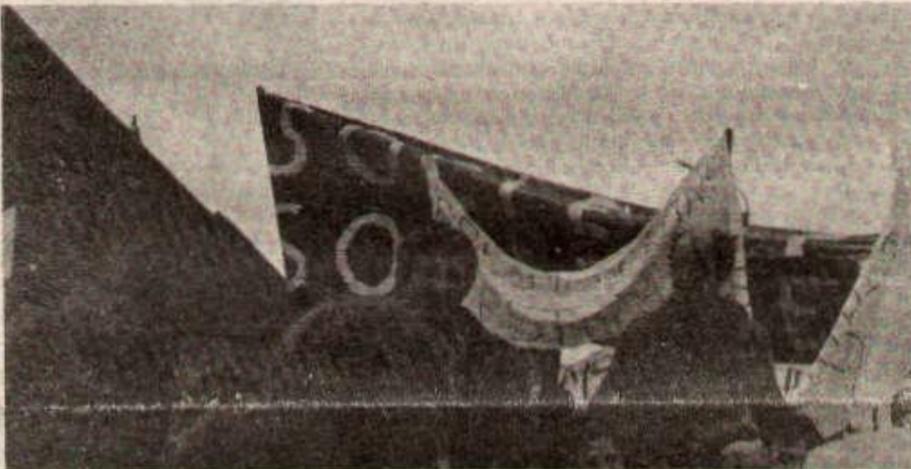
ILS SONT LIBERES, LE COMBAT CONTINUE

La joie éclate quand le verdict tombe dans la salle surchauffée du tribunal dont le président a laissé s'entrouvrir les portes à une centaine de manifestants. Les mains se tendent vers les 5 qui sont là, symbole pour un temps d'une lutte dont ils se sont affirmés entièrement solidaires devant les juges et qui n'est pas finie : contre le nucléaire comme le développe le capitalisme, aujourd'hui avec Giscard-Barre, demain avec Marchais-Mitterrand.

N'empêche, la centrale du Pellerin, elle en a pris un vieux coup !

La nouvelle s'enfle en sortant du tribunal : « ILS SONT LIBRES, LE COMBAT CONTINUE ».

C'est le cri presque immédiat de la foule (près de 3 000 personnes) massée devant le tribunal, face aux mêmes casques que vendredi dernier à Nantes.



Libres ! Sur les épaules des camarades...

Pierrot Potiron relaxé : lui, il ne s'est même pas trouvé un flic pour « témoigner » qu'il était là !

Dédé et Gaby Mabilais et les frères Blineau, ils ont quand même leurs 8 mois, avec sursis.

MAIS ILS SONT LIBRES, TOUS LES 5 !

On va les chercher à la prison, (dernières formalités à remplir), en manif joyeuse et forte : une vraie manif, pas comme les ballades style journée d'action ! C'est que ceux de la « gauche » avec ou sans leurs écharpes tricolores, les pontes syndicaux, ils ne sont pas là aujourd'hui !

« L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE, C'EST DU BIDON ! POUR METTRE A BAS LE NUCLEAIRE, C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT LUTTER ! ».

« ILS SONT LIBRES, LE COMBAT CONTINUE ! »

On arrive vers la prison, on les voit ; ils sortent là,

devant nous...

Paul et Pierrot, le visage bruni de la quarantaine passée, passée au dur travail de la terre.

Le bon visage rond d'André Blineau, le rouquin ; le « meneur » disait le procureur : Dédé Mabilais, avec sa tignasse et sa barbe, son bleu qu'il avait quand ils l'ont arrêté, dans son champ...

On court, on s'embrasse...

Et voilà Gaby qui arrive, à l'autre bout de la rue, avec l'autre morceau de la manifestation qui vient de la prison des femmes.

On se précipite, victoire, ILS SONT LIBRES !

Ceux qui, dans les bureaux capitonnés des partis bourgeois de droite ou de gauche, préparent leurs élections de 78 et tous leurs mauvais coups, ils sont absents, ils sont loin !

TANT MIEUX ! Ils ont montré leur vrai visage ! LE COMBAT CONTINUE !

Editorial

Les élections en Espagne

Les élections qui se sont déroulées jeudi dans toute l'Espagne sont les premières que le pays connaisse depuis plus de 40 années de franquisme. Elles traduisent d'une certaine manière de par leur existence une évolution certaine du régime. On peut dire, aujourd'hui, que le franquisme est mort. Certes, c'est la bourgeoisie qui continue d'exercer sa dictature en Espagne mais cette dictature s'exerce aujourd'hui sous la forme de démocratie bourgeoise, d'un type comparable à celui que nous connaissons chez nous.

Si des progrès incontestables dans le domaine des libertés démocratiques ont été réalisés, sous le gouvernement Suarez, et principalement ces derniers mois, il ne faut surtout pas oublier que, premièrement, l'appareil d'Etat de l'ancien régime franquiste, sa police, sa magistrature, ses divers corps de répression sont, eux, toujours intacts.

D'autre part, ces progrès dans l'octroi des libertés fondamentales, celles de se réunir, de manifester ou de faire grève, c'est le peuple par sa lutte acharnée et au prix de centaines de victimes, qui les a conquises et qui continue de les imposer aujourd'hui.

Le vote de jeudi, reflet de cette évolution, ne pouvait pas être considéré en lui-même comme une preuve de cette liberté. Les élections, dans un régime capitaliste, ne peu-

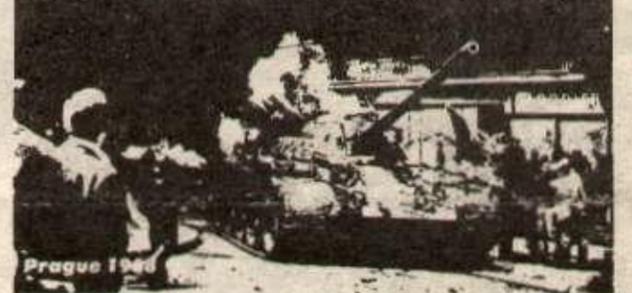
vent pas être considérées comme une liberté. Elles sont avant tout un outil de la bourgeoisie au pouvoir pour leurrer le peuple et choisir, parmi les partis bourgeois, lequel sera le mieux capable de mener sa politique. Elles ne sont, de toute façon en aucun cas, un moyen pour la classe ouvrière de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir.

C'est pourquoi ces élections, malgré le caractère symbolique qu'elles ont pu avoir pour le peuple espagnol qui y a participé massivement, n'étaient avant tout qu'une lutte entre les grands partis bourgeois ; les nostalgiques de l'ancien régime, regroupés derrière Fraga Jribarne, dans l'Alliance populaire, l'Union du centre démocratique de Suarez, l'actuel premier ministre de Juan Carlos, le PSOE équivalent du PS français et le PCE, parti révisionniste de Carrillo.

Les premiers résultats semblent confirmer ce qu'avaient prévu les sondages, c'est-à-dire une victoire de UCD suivi du PSOE, ni l'un ni l'autre n'obtenant la majorité.

Quand au grand perdant de ces élections, c'est Carrillo. Avec un score proche de 7 %, les révisionnistes paient la leur politique de trahison systématique des luttes et leur accord tacite pour un « pacte social » avec la bourgeoisie au pouvoir.

**BREJNEV PARLE DE DETENTE,
IL PREPARE LA GUERRE !**



**VIVE L'URSS DE LA REVOLUTION
D'OCTOBRE !**

**DEHORS BREJNEV, REPRESENTANT
DU SOCIAL-FASCISME !**

**Mobilisons-nous contre les préparatifs
de guerre des deux superpuissances !
Préparons la révolution !**

**MANIFESTATION
SAMEDI 18 JUIN
A 16 H A REPUBLIQUE**

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de France de « l'Humanité rouge »,
du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste),
de l'Union Communiste de la Jeunesse Socialiste,
de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France,



● Montpellier Les cliniques privées (1)

Nos conditions de travail sont basées sur l'économie:

ÉCONOMIE DE PERSONNEL

Une seule infirmière pour un service de 30 à 35 malades de chirurgie. La nuit : une seule personne de garde, l'infirmière ou aide-soignante pour un même service. Les aides-soignantes en congé temporaire ne sont pas remplacées. La salle de réveil : une infirmière et une employée, pour 35 à 40 opérés parfois dans la journée, en plus des quelques malades de réanimation.

ÉCONOMIE DE MATÉRIEL

Il arrive d'être à court de produits d'entretien : mir, au-de-javel, etc. On se crève alors à «désinfecter» à l'eau. Pour les soins infirmiers : 20 aiguilles jetables par infirmières tous les 15 jours, alors qu'il en faudrait autant ou plus chaque jour. On «stérilise» ce qui devrait se jeter !!! En fait, pour que le matériel en plastique ne fonde pas, on branche les appareils de stérilisation à 120°. Ainsi, certains microbes tels celui de l'hépatite virale ne sont pas tués !

Très peu ou pas de matériel d'urgence : respirateur, matériel d'aspiration.

ÉCONOMIE SUR LES SALAIRES

Les employés sont payés au SMIG, alors que nous avons des horaires pénibles, et que nous travaillons dimanche et jours de fête.

Les heures supplémentaires, dues au fait qu'il n'y a pas de temps de transmission entre les équipes, ne sont pas rémunérées, ni récupérables.

Femmes

Des initiatives pas toujours appréciées des militants de base....

Le défilé de majorettes à la manifestation parisienne du 1er Mai avait suscité la désapprobation des femmes qui luttent pour leur émancipation et leur libération en l'inscrivant dans un combat de classe contre le système capitaliste.

La lecture d'«Antoinette», mensuel féminin de la CGT, nous montre que des camarades syndiqués à la CGT refusent aussi le rôle de «femme objet, femme potiche, femme boniche»

Si on pointe une minute en retard, on nous retient une heure sur le salaire, alors qu'on arrive la plupart du temps à l'avance. Des aides-soignantes diplômées sont payées comme employées.

TOUT EST FAIT POUR NOUS DIVISER

Tout d'abord les horaires divers, les tenues sont entretenues pour les infirmières. Elles ne le sont pas pour les autres catégories de personnel. L'intensité du travail, et les réflexions permanentes de la part de la direction ou des sœurs, font que chacun reste isolé dans son service.

Les mauvaises conditions de travail, font que le personnel change souvent, ce qui accentue la difficulté à s'organiser.

LES CONDITIONS DE RÉPRESSION

La répression est essentielle, car il s'agit de petites entreprises où l'on est vite «repéré». Elle explique le peu de luttes, et la méfiance qui règne dans le personnel.

Elle se caractérise par une surveillance constante et des brimades permanentes exercées par les sœurs et la direction, surtout vis à vis des employées : le personnel est constamment sur le qui-vive.

Le personnel n'est pas titulaire et risque à tout moment le licenciement. On connaît plusieurs exemples de licenciements pour syndicalisation, ou simplement pour avoir voulu consulter la convention collective.

Dans les cas où un comité d'entreprise existe, le droit d'affichage n'est pas respecté : les affiches annonçant les réunions du personnel sont enlevées par la direction. (à suivre)

DES MAJORETTES !

A. A., Vincennes.

Je vous écris afin de vous faire savoir mon indignation à la suite du défilé des majorettes le 1^{er} mai. Je suis à la C.G.T. et j'espère que vous ferez paraître ma protestation dans «Antoinette». J'espère aussi ne pas avoir été la seule dans ce cas. Amitiés militantes.

Lu dans le courrier des lectrices (Antoinette de juin 77)

que veulent leur assigner la bourgeoisie de droite... et de gauche.

● URSS

Le capitalisme restauré

(suite de la page une)

En même temps, elle n'épargnait aucun effort pour pénétrer la sphère d'influence de son rival américain dans les pays du tiers monde et les pays occidentaux. Dans le cadre de cette rivalité, la question européenne occupe - Brejnev l'a déclaré tout net - «une position centrale dans la politique extérieure de l'URSS».

Les 3/4 de ses forces armées y sont stationnées actuellement ; depuis 72, elles s'enflent de 5 à 10 % chaque année.

Cette expansion militaire illustrée encore tout récemment par l'aventure du Shaba et la volonté d'hégémonie de l'URSS ne sont pas accidentelles. Elles sont déterminées par sa base économique - le capitalisme monopoliste d'État - et le système politique du révisionnisme soviétique : une dictature fasciste.

En comparaison avec les pays capitalistes occidentaux, l'URSS se distingue par l'existence d'un capitalisme monopoliste d'État impliquant un degré de concentration extrêmement poussé et un contrôle étatique absolu. Il n'est aucun secteur vital de l'économie qui ne soit contrôlé directement par Brejnev et consorts. C'est le cas de l'industrie civile et militaire, des transports, des commu-

nications, du commerce intérieur et extérieur, des finances, de l'agriculture, etc.

Comme l'Allemagne nazie d'autrefois, l'URSS est aujourd'hui inférieure aux USA pour la technologie et la production mais elle les dépasse sous l'angle de l'organisation du capitalisme financier, sous celui de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme d'État.

L'une des conséquences de cette monopolisation poussée est la soumission des centaines de millions de soviétiques à une contrainte économique tyrannique. On se plaint de la pénurie de céréales, de viande, de légumes, de chaussures. C'est à prendre ou à laisser, c'est tout ce qu'on peut produire ! Car il n'y a qu'une seule et unique maison pour assurer production et vente. Le peuple peut bien se plaindre, les nouveaux bourgeois n'en continuent pas moins à empêcher le maximum de profits.

Pendant que cette poignée de bureaucrates se vautre dans le luxe, les travailleurs manquent de tout. Plus de la moitié des kolkhoziens et près d'un cinquième de la population urbaine vivent au-dessous du niveau d'indigence officiel. Les sociaux-impérialistes soviétiques, face au rétrécissement du marché intérieur, que leur rapacité provoque,



Affiche russe qui révèle bien la militarisation du pays.

sont donc contraints de se jeter à l'assaut des marchés étrangers. D'où l'intensification de la guerre à l'impérialisme américain dans les domaines du commerce, des investissements et l'acharnement avec lequel ils se disputent les ressources naturelles et les mers.

C'est aussi cette imbrication du capitalisme monopoliste et de l'appareil d'État qui donne à Brejnev la possibilité de réunir, dans la

course à l'hégémonie mondiale, toutes ses forces économiques, politiques et militaires. C'est bien la nature social-impérialiste de l'URSS qui la conduit à pratiquer fiévreusement une politique d'expansion des armements, de préparation à la guerre, d'agression et d'aventurisme, reflétant l'arriération de son économie, une politique semblable à celle d'Hitler qui conduira également à sa perte le nouveau tsar Brejnev.

LE COMBAT SANITAIRE DU PEUPLE PALESTINIEN

MUTUALITE : 19 JUIN DE 14 h 30 à 18 h 30

Avec le Dr Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien et des représentants de l'Union des femmes et de l'Union des travailleurs palestiniens et un médecin palestinien
Sous la présidence du professeur Milliez
ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Un lecteur nous écrit

J'ai lu avec intérêt l'interview des militants africains du PAC.

Le camarade montrait bien que sous le couvert de la lutte antiapartheid, l'URSS cherche à s'infiltrer dans la lutte des peuples sud-africains contre le racisme, en divisant les mouvements de résistance.

Mais un certain nombre d'exemples montrent que la «lutte» antiapartheid des nouveaux tsars ne les empêche nullement de collaborer avec les régimes racistes en question.

Ainsi, le journal «Combat des peuples» faisait part à ses lecteurs récemment d'un rapport de l'ONU où l'on apprenait que l'URSS fait du commerce avec la Rhodésie, le régime raciste de Vorster, par l'intermédiaire de trois sociétés suisses. Elle achète à ce pays du tabac et des produits agricoles et lui vend du matériel agricole, des métaux et des produits chimiques.

Le deuxième exemple se trouve dans un article consacré aux banques soviétiques dans la revue «Problèmes économiques» de mars 77. En Angleterre, à la suite de la faillite d'une société de courtage (Chapman Rowe) on a découvert que Moscou investissait par la biais de cette société dans les actions sud-africaines !

C'est la très officieuse Moscow-Narodny (banque soviétique à Londres) qui se trouvait derrière cette combine.

Ainsi, par devant on se présente comme l'ennemi intransigeant des régimes racistes mais par derrière... l'argent n'a pas d'odeur pour les nouveaux tsars bourgeois de l'URSS (dans l'article on apprend, entre autre, qu'ils financent des maisons de jeux à Bangkok !).

Correspondant HR Le Mans

● Brésil

Les étudiants de Brasília ont décidé lundi de poursuivre la grève qu'ils ont déclenchée, il y a 15 jours, pour protester contre les sanctions prises contre 19 d'entre eux. Ils ont décidé de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que les sanctions soient levées.

● Liban

La ville de Nabatieh a été mardi victime de bombardements de la part des phalangistes.

Plusieurs habitants ont été tués. Les bombardements pouvaient être entendus à une vingtaine de kilomètres de là.

Simultanément, l'artillerie sioniste est entrée en action.

● Philippines

Les forces armées populaires dirigées par le Parti communiste des Philippines ont occupé pendant 4 jours deux villages dans le centre des Philippines, après avoir désarmé la police locale. Des meetings ont eu lieu dans les deux villages pour dénoncer la loi martiale.

Le jour même de cette action, le gouvernement envisageait de nouvelles mesures pour tenter d'endiguer le développement des luttes populaires. Il a envoyé sur place des hélicoptères.

AYDINLIK Exposition de photos

Sur la lutte du peuple de Turquie
contre les deux superpuissances

DU 13 AU 25 JUIN
DE 14 H A 20 H

LIVRES - DISQUES - AFFICHES

PROJECTION DE DIAPOS ET DEBAT

Mercredi 15, samedi 18, samedi 25 juin, à 17H

adresse : Culture et diffusion, 68 rue de Belleville,
PARIS 20e - Métro : Pyrénées.



• Fives-Lille

Un art au service du peuple

Les camarades de la « Lyre des travailleurs », chorale de l'Humanité rouge sont venus dimanche 5 juin chanter sur le marché de Fives, quartier populaire de Lille. Un petit flic venait sans cesse les déloger, usant de mille prétextes pour les faire partir, mais les masses qui les écoutaient ne tolérèrent pas cela, au contraire, elles encourageaient les chanteurs à aller de l'avant : « Faut pas avoir peur ! Continuez ! Faites le tour du marché ! » et les travailleurs eux-mêmes refusaient de bouger. Les recueils de chants faits par la chorale

partaient comme des petits pains. Sur les visages, on voyait partout le contentement d'entendre des chansons révolutionnaires que l'on n'entend plus beaucoup et aussi surtout de voir surgir de nouvelles chansons fraîches et vivantes, les chansons de la révolution. La chorale s'est fait une multitude d'amis le peuple a reconnu en elle un véritable art prolétarien.

Vive l'art au service du peuple !
Vive la « Lyre des travailleurs ! »

Correspondant HR



Cinéma

« En route pour la gloire »

La vie de Woody Guthrie

John Steinbeck, dans « Les raisins de la colère », a admirablement décrit la condition de ces familles de paysans pauvres du centre des États-Unis, obligés d'émigrer vers la Californie pour se nourrir, et s'y heurtant à des exploiters encore plus féroces que ceux qui les avaient affamés. Cette même épopée forme la toile de fond de la vie de Woody Guthrie.

Démuni de tout, il quitte sa famille et gagne la Californie par des moyens de fortune. Ce voyage lui fait mesurer la détresse de toute une population déracinée et sans travail à laquelle il restera profondément attaché toute sa vie durant. Arrivé dans le « paradis » californien, il se retrouve dans ces bidonvilles où s'entassent des centaines d'émigrés ; là, c'est la course au travail, une ou deux journées par semaine, si on a de la

chance, et pour une bouchée de pain. Les milices armées des riches planteurs traquent les travailleurs soupçonnés d'avoir la moindre sympathie syndicale.

Woody Guthrie met alors son talent de chanteur populaire au service des exploités. Son succès lui vaut différents contrats avec les stations de radio et les firmes de disques, contrats qu'il perdra au fur et à mesure pour avoir refusé de s'en tenir à des chansons neutres. Dès qu'il prend le micro, c'est pour chanter la détresse et la révolte du peuple américain, pour appeler les travailleurs à l'union.

Et régulièrement, il repartira avec sa guitare sur les routes, à la campagne, dans les usines, pour vivre et chanter avec ceux qui sont toute sa raison d'être. Il deviendra le plus grand chanteur populaire américain. Un lecteur

nouvelles intérieures

A propos de la venue du tsar Brejnev (2)

L'invasion économique soviétique

Moteurs électriques et appareils photos d'Allemagne de l'Est, batteries bulgares, tracteurs, automobiles, chaînes Hi-Fi et machines-outils d'URSS, collants et sous-vêtements de Hongrie, chaussures polonaises, tels est le catalogue des principaux produits importés actuellement des pays de l'Est membres du COMECON, regroupement économique dirigé par Moscou.

Les relations économiques entre la France et l'URSS se sont beaucoup développées ces dernières années. Globalement, elles vont dans deux directions : prise de contrôle de l'URSS sur l'économie française et soutien de la France à l'économie soviétique.

DUMPING ET BAS DE GAMME

L'économie soviétique est centrée sur l'industrie militaire. Plus de la moitié du budget y est consacré, plus de 50 % des usines travaillent (directement ou non) pour l'armement.

Les productions de l'industrie de guerre sont par nature improductives : un tank ce n'est pas comme une machine-outil, ça ne permet pas de produire des biens de consommation. Cette militarisation de l'éco-

européen (et donc français) en jouant sur les prix.

L'autre caractéristique de la politique du dumping (politique capitaliste traditionnelle) c'est de se faire au détriment du marché intérieur, donc du consommateur soviétique. Il y a douze ans, une paire de collants était vendue 15 F à Moscou et 3 F en France. Aujourd'hui, les prix sont respectivement de 60 F à Moscou et toujours de 3 F en France.

Le but de l'État russe est de réaliser d'énormes profits dans les autres pays et non pas de satisfaire les besoins de son peuple : l'URSS est un pays impérialiste, sa politique de dumping l'est aussi.

La première caractéristique des produits russes exportés en France et en Europe est d'être des produits de « bas de gamme »,

répond aux critères du marché occidental. L'exemple le plus fameux est celui de l'usine de Togliatigrad dont les voitures sont vendues maintenant en France de 30 à 40 % moins cher que les voitures françaises de même cylindrées et de même technologie.

En signant ces contrats, les capitalistes occidentaux qui construisent des usines en URSS font bien sûr des

de l'industrie militaire russe. Ces contrats servent donc la militarisation de l'économie russe.

C'est entre autre de ce type de contrats que discuteront Brejnev et Giscard à Paris bientôt. Déjà, rien que du 1er au 15 janvier de cette année, 1,27 milliard de contrats ont été signés entre la France et l'URSS : construction en URSS d'usines chimiques,

MEETINGS ET MANIFESTATIONS EN PROVINCE CONTRE LA VENUE DE BREJNEV

• ORLÉANS

Meeting des communistes marxistes-léninistes de France - Mardi 21 juin à 20 h 30 - Salle des Carmes.

• GRENOBLE

Manifestation à l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge (Rhônes-Alpes) et du Parti communiste révolutionnaire (Fédération), de la JCMLF et de l'UCJR.

• LILLE

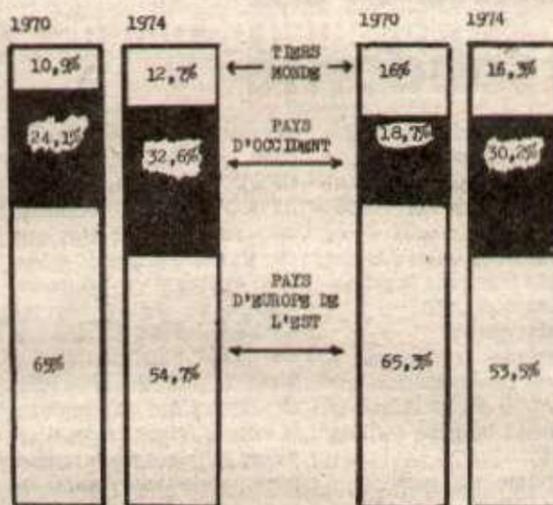
Manifestation samedi 18 juin à 18 H - Place de la Nouvelle aventure - Wazemmes.

• METZ

Meeting des communistes marxistes-léninistes de France et leur journal l'Humanité rouge, vendredi 17 juin à 20 h 30.

Maison rouge, 1 rue de Coetlosquet (dernier étage).

La tendance du commerce extérieur soviétique



C'est avec les pays capitalistes développés que les échanges commerciaux de l'URSS se développent le plus et le plus vite : les importations avec les pays occidentaux sont passées de 24,1 à 32,6 % et les exportations de 18,7 à 30,2 % de l'ensemble des échanges commerciaux de l'URSS avec l'étranger.

nomie soviétique est une des grandes causes de la crise qui frappe l'URSS.

Pour combler un peu les effets de cette crise, l'URSS s'est lancée dans une politique de dumping effrénée. Cela consiste à envahir le marché extérieur avec des produits à un prix inférieur aux prix du marché : le tiers du prix du marché pour les sous-vêtements et les collants, vente au coût des matières premières pour certaines machines-outils. Il s'agit d'inonder le marché

c'est-à-dire relevant d'une technologie peu avancée. Les tracteurs soviétiques par exemple correspondent aux modèles fabriqués en France vers 1950.

USINES CLÉS EN MAIN

Pour combler leur retard technologique, les soviétiques demandent aux capitalistes d'Europe de leur construire des usines « clés en main » dont la production

profits. Mais cela profite surtout à Moscou : les patrons des usines russes peuvent ensuite revendre leur production sur le marché occidental avec d'énormes profits.

Mais surtout cela permet aux tsars russes d'une part de libérer plus de fonds pour l'industrie militaire, pendant que les capitalistes occidentaux investissent dans l'industrie chimique ou autre et d'autre part, certains contrats passés avec Pechiney-Ugine-Kuhlman par exemple, concernent directement le développement

d'usines d'aluminium, etc. Pour passer de tels contrats, les milieux capitalistes français sont prêts à tout, même à chanter l'air de la « détente » et à crier sur tous les toits que l'URSS qui enferme la classe ouvrière dans des camps de concentration, envahit la Tchécoslovaquie et s'ingère militairement en Afrique... est une force de paix. Il faut bien flatter pour faire des profits !

(Prochain article : le PCF et les échanges avec Moscou).

FETE POPULAIRE POUR LE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Dimanche 19 juin
A GEMENOS (Bouches-du-Rhône)
à partir de 10 heures

THEATRE DE VERDURE

An cours de la fête se tiendra un meeting où prendront la parole des ouvriers et des petits paysans en lutte actuellement

Dans une intervention centrale Jacques Jurquet fera la point de la situation actuelle et s'adressera particulièrement aux militants et sympathisants de base du PCF et du PS en évoquant les élections législatives de 1978.

MEETING DE SOUTIEN ET D'INFORMATION

Le lundi 20 juin à 19 h 30
Salle Guernica, 16 rue Lodi à Marseille
à la lutte des paysans corses
organisé par l'Association « Ajutu paesanu »



COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

Un arrêté d'expulsion annulé :

Une victoire du Comité de coordination et des résidents en grève

Un camarade a été emprisonné le 8 juin à 22 h 30, lors d'un collage d'affiches appelant à la Fête du Comité de coordination. A 11 heures, il s'est évadé du commissariat du Bois-Labbé (Champigny-sur-Marne). A minuit, des policiers à sa recherche, l'ont rattrapé et ramené dans une cellule où il a passé la nuit. Le lendemain, ils l'ont amené à la Police judiciaire qui lui a notifié l'arrêté d'expulsion qui date du 5 avril 1976, soit le même jour que celui des deux camarades du foyer de Champigny expulsés le 7 avril 1976 et suivi des 16 camarades expulsés le 16 avril 1976 dans les autres foyers.

La Police judiciaire lui a fait subir un interrogatoire auquel il a refusé de répondre et de signer. Ensuite, ils l'ont transporté à la Préfecture de Créteil. Là, il a eu connaissance par une secrétaire qu'ils allaient étudier son dossier (soit leur force et la note) et que de cela dépendait son expulsion ou sa libération.

Après ils l'ont transporté dans une cellule du commissariat de Créteil. Vers 18 heures, ils l'ont amené au service des expulsions, et c'est là qu'ils lui ont donné le document de l'annulation de son expulsion et qu'il est sorti du commissariat pour revenir au foyer travailler pour la Fête avec ses camarades et continuer la lutte pour la victoire de notre grève, pour le retour des tous nos camarades et pour notre liberté.

En premier lieu, on retient actuellement dans nos mains les preuves

1) que le pouvoir voulait, avec les expulsions du 7 et 16 avril, se débarrasser des délégués élus démocratiquement par les résidents en assemblée générale et qui les représentaient au Comité de coordination.

2) que cette attaque du pouvoir contre les résidents visait à briser leur grève et à démolir l'organisation et la direction qu'ils avaient construite et consolidée au cours de la lutte.

3) que le pouvoir avait choisi ce moyen pour préparer le terrain et ouvrir la voie à la négociation foyer par foyer.

4) que le pouvoir n'a pu mettre en application la décision prise par le ministère de l'Intérieur qu'en partie, grâce à la résistance des résidents, à leur mobilisation et à leur unité.

5) que par la continuation de la lutte, les résidents ont pu maintenir leur organisation, leur direction et leur unité, empêcher l'application de la décision du ministère et l'annuler.

Maintenant que les résidents ont réussi à avoir l'annulation d'un des mandats d'expulsion d'un délégué parmi ceux que le pouvoir n'avait pas réussi à appliquer, il n'y a pas de raison pour que les autres mandats d'expulsions ne soient pas annulés et que les délégués expulsés n'aient pas l'autorisation pour revenir.

Nettoyeurs du métro

Grève jusqu'au bout !

Voilà 19 jours que plus d'un millier d'ouvriers arabes et noirs africains sont en grève. La quasi-totalité des ouvriers des 6 entreprises auxquelles la RATP soustraite le nettoyage du métro est donc mobilisée dans la lutte. Leurs revendications essentielles concernent les salaires et les conditions de travail.

Ils ne touchent à l'heure actuelle que 1 700 F au maximum pour 173 h par mois et ne sont payés qu'à 75 % quand ils sont obligés de travailler un dimanche ou un jour férié. Ils exigent 2 300 F minimum pour 40 h et le paiement à 100% des dimanches et jours fériés de travail. Mardi dernier, des représentants du Comité de grève et de l'UD-CFDT ont rencontré les patrons mais ceux-ci n'ont voulu céder que 3 centimes de plus par heure et ont refusé d'entendre parler du 13e mois, de prime de nuit et des autres revendications des travailleurs, invoquant, bien entendu, le plan Barre et aussi les «contraintes financières trop strictes» du

marché fixé par la RATP.

Les 23 et 24 centimes horaires de plus que les patrons proposent cela fait 40 F par mois. Ces propositions ont été complètement rejetées par le Comité de grève comme il l'a expliqué au cours de son compte-rendu devant l'assemblée générale de mercredi : «Ce que veulent les travailleurs, c'est pouvoir se loger, se nourrir et nourrir leurs enfants. A l'heure actuelle, ce n'est certainement pas possible avec 1 700 F par mois d'autant plus en région parisienne. Ce ne serait pas plus possible avec 1 740 F par mois».

Le Comité de grève a affirmé qu'il ne négocierait pas sur la base du «plan Barre» ou des «contraintes du marché». Il n'entend négocier que sur la base de ses revendications propres, claires et légitimes. Les travailleurs savent que cette grève risque d'être longue et dure. Mais quand la question leur a été posée en assemblée générale : «Etes-vous d'accord pour continuer la grève?», c'est par un

tonnerre d'applaudissements, d'acclamations pon-

La popularisation de la grève progresse elle aussi. Mardi dernier, les grévistes se sont rassemblés devant le siège de la manutention ferroviaire et il se pourrait fort bien que les ouvriers des entreprises de nettoyage des wagons SNCF se mettent également en grève pour des revendications analogues. Mercredi, une délégation des grévistes s'est rendue à Montparnasse pour rencontrer les cheminots. Samedi soir, un gala de soutien sera organisé à la Mutualité à l'initiative des grévistes et de la CFDT pour renforcer l'élan de solidarité et expliquer les conditions de travail et de vie des travailleurs immigrés de différentes nationalités qui travaillent dans ces entreprises de nettoyage du métro. Les travailleurs se réjouissent fort de la solidarité qui se manifeste à leur égard. Continuez à envoyer messages de solidarité et soutien financier, tous les matins à 10 h à la Bourse ou à la permanence du Comité de grève de 16 h 30 à 18 h au 67 rue de Dunkerque.

MEETING DE
SOLIDARITE AVEC
LES NETTOYEURS
DU METRO

SALLE DE LA
MUTUALITE

SAMEDI 18 JUIN
à 20 h 30

Projection d'un film
sur les conditions
de travail des nettoyeurs
du métro
Musique, danses et chants
des pays d'origine des
travailleurs.
Intervention des grévistes

TRAVAILLEURS
FRANÇAIS
ET IMMIGRES
PARTICIPEZ Y
NOMBREUX

tues par «OUI, jusqu'au bout» qu'ils ont répondu.

• Câbleries de la Seine Crosne (91)

Une victoire de l'unité et de la solidarité

Après 5 semaines de grève totale, les ouvriers de la Câblerie ont repris le travail le jeudi 2 juin au matin, dans une grande unité, après avoir refusé de voter à bulletins secrets comme le proposait la section CGT.

Ils ont obtenu :

- salaire minimum à 1 930 F (revendication initiale 2 000 F) alors que le mini avant la grève était de 1 650 F.

- prime de vacances : environ 60 % du 13e mois (alors qu'ils réclamaient le 13e mois) avec un plancher de 1 140 F pour un OS1, (avant la grève 400 F), 1 500 F pour un P2 (avant la grève 700 F).

- amélioration des conditions de travail et de sécurité : depuis la grève, l'équipe d'entretien est sur les dents pour l'amélioration des postes de travail.

Mais par delà les résultats immédiats, qui s'ils ne constituent pas une victoire totale, n'en sont pas moins une victoire contre le patronat et le plan Barre, il faut souligner la VICTOIRE de l'unité des travailleurs, syndiqués ou non, CFDT ou CGT, de l'unité sans faille des Français et des immigrés (50/50) dont une grande majorité de travailleurs et travailleuses portugais).

- une victoire de la solidarité militante et fi-

nancière essentiellement assurée par les organisations CFDT de la région. Ainsi, 25 000 F ont été collectés tant auprès des boîtes que des sorties des grands magasins, et lors d'un bal de solidarité.

C'est aussi le résultat du travail plein de dévouement de professeurs de l'UL de Crosne qui ont soutenu la lutte à fond (tirages d'affiches, affiches manuscrites, main à la pâte) sans jamais prétendre «diriger» la lutte.

C'est aussi une victoire contre les tentatives de récupération, comme celle managée par Combrisson, député-maire révisionniste de Corbeil-Essonnes qui s'était «invité» par tract au bal de solidarité organisé par les grévistes à Épinay-sous-Sénart et qui a dû demander la permission de prendre la parole.

Mieux encore la cellule créée de brio et de broc pendant la grève par le faux PCF s'est écroulée dès la fin de la lutte avec pour commencer le départ de son secrétaire.

Ce sont enfin des bases solides pour de nouvelles luttes à venir, concrétisées dans le renforcement de la section CFDT qui a été l'âme de la lutte !

Correspondant HR

Occupation cet été à Naussac

Le Comité de défense de la vallée de Naussac a décidé une journée d'occupation au niveau départemental pour le 19 juin avec un meeting et prise de parole unique du Comité de défense.

D'autre part, est prévue une occupation permanente qui débutera le 2 juillet. Les 6 et 7 août, il est prévu que la marche qui part de Malville passe à Naussac en allant au Larzac. Les paysans demandent que cette occupation soit permanente et massive.

La municipalité d'Union de la gauche de Langogne soutient le Comité de défense et a demandé aux PS, PC et Radicaux de gauche leur projet à propos de Naussac en cas de victoire de la gauche aux élections. On attend toujours la réponse.

Pour riposter à la SOMIVAL qui a fait des travaux sur des terrains municipaux sans même en avertir les municipalités, deux camions ont brûlé le 4 juin.

A l'heure Lip

Quand le PCF change de tactique...

C'est samedi et dimanche prochains (18 et 19 juin) que les LIP recommencent ce qu'ils avaient fait en 1974 : les ventes «sauvages» de montres LIP.

Des ouvriers d'autres entreprises, telles que Réhault (Fougères), des paysans du Larzac, etc. viendront voir leur production.

Le vendredi 10 juin, le Conseil municipal «de gauche» de Besançon s'est réuni pour analyser le problème de l'emploi sur la ville donc le problème de LIP, mais aussi de Rhône-Poulenc Textile, qui annonce la suppression prochaine de 300 emplois à Besançon.

Un amendement présenté par les conseillers municipaux du PCF demandait au maire de participer à la

journée porte-ouverte de LIP. Le maire socialiste, Schwint, a refusé tout net : «Le Conseil ne peut s'engager dans des actions illégales». De nombreux ouvriers de LIP assistaient à ce Conseil. Cette phrase n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd.

Quant au PCF, il voudrait se faire passer aujourd'hui pour plus à gauche que le PS! Mais les travailleurs de LIP se souviennent qu'il n'y a pas si longtemps encore, ce sont bien les dirigeants du PCF qui les traitaient de «provocateurs irresponsables» quand ils décidaient de produire, de vendre et de se payer. La nouvelle tactique du PCF ne trompe personne.



PHOTOCOPIE DE L'ARRETE D'EXPULSION
DU PROCES-VERBAL ET DE L'ANNULATION
DE L'ARRETE D'EXPULSION